



Un jour noir pour le climat Une aberration industrielle et sociale pour la France

En publiant le décret fermant la centrale nucléaire de Fessenheim, le Gouvernement s'inscrit dans la lignée de calculs électoralistes qui ont fini par priver la France d'une énergie décarbonée, sûre et rentable. À l'heure de l'exigence d'exemplarité climatique de la part des décideurs politiques, la CFE Énergies dénonce une fois encore une fermeture qui n'a aucun sens : la France n'a vraiment pas les moyens de s'offrir une gabegie climatique, industrielle, économique et sociale !

Pourquoi remplacer le nucléaire décarboné français par une production carbonée allemande ?

Alors que l'on était en droit d'espérer du Gouvernement qu'il tire les leçons des ratés de l'Energiewende allemande (coût faramineux, fragilisation de la sécurité électrique avec le déclassement massif de moyens pilotables), le Premier Ministre vient de signer le décret de fermeture de la centrale nucléaire de Fessenheim, le 22 février pour le premier réacteur et le 30 juin pour le second, permettant ainsi à l'Allemagne de mettre en service une centrale au charbon flambant neuve à quelques centaines de kilomètres de là, dans la Ruhr. Nul doute que le combat climatique y gagnera !

Au moment où la France cherche à défendre l'avenir de son industrie nucléaire, à Bruxelles dans les débats sur la taxonomie ou à Paris en redonnant des perspectives à cette filière industrielle, la CFE Énergies cherche l'erreur, ou plutôt la cohérence. Elle ne peut que partager la colère et la tristesse des salariés du nucléaire dont l'engagement et le professionnalisme sont reconnus par l'Autorité de Sûreté Nucléaire. Ils ne peuvent admettre une décision qui n'a aucun sens et qui constitue une calamité purement électoraliste au moment où le Président de la République déclare vouloir « remettre l'écologie au centre du modèle ».

Une faute politique majeure du Gouvernement français

La CFE Énergies dénonce une fois de plus la quadruple faute politique que constitue la décision de fermer la centrale nucléaire de Fessenheim car c'est d'abord une aberration climatique et donc écologique en ces temps de neutralité carbone qui passe par une forte hausse des besoins en électricité du pays. C'est ensuite un gâchis industriel, alors que la 4^e visite décennale aurait été possible et rentable, quoique complexe, et que les sources d'électricité pilotables qui vont se raréfier vont être de plus en plus cruciales pour la stabilité du réseau électrique européen.

C'est tout autant une gabegie économique qui prive la France d'une électricité compétitive, ce que ni son économie, ni ses citoyens, ni EDF ne peuvent se permettre. Et c'est surtout un massacre social, en particulier pour le bassin d'emplois de Fessenheim, puisqu'aucune activité économique de remplacement, concrète, sérieuse et industrielle, n'est en vue, et parce le démantèlement n'occupe que 15 % des emplois d'une centrale en exploitation.

Pour autant, la CFE Énergies ne veut pas voir dans cette décision aberrante la fin de l'Histoire. Défi climatique, sécurité électrique des Français, indépendance énergétique, souveraineté industrielle, compétitivité des prix de l'électricité... l'énergie nucléaire est résolument une énergie d'avenir. C'est ce message que la CFE Énergies va à nouveau porter auprès des décideurs politiques, à Paris comme à Bruxelles !

Contact presse : Alexandre GRILLAT - alexandre.grillat@cfe-energies.com